

**DECISION N°152/11/ARMP/CRD DU 23 AOUT 2011
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES PRONONCANT LA SUSPENSION DE LA PROCEDURE
DE PASSATION DES LOTS 3 (FOURNITURE DE SEMENCES ANIMALES) ET
LOT 4 (FOURNITURE D'ANTIPARASITAIRES) DU MARCHE
N°01/MINEL/DIREL/PNIA LANCE PAR LE MINISTERE DE L' ELEVAGE.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES**

Vu le Code des Obligations de l'Administration modifié par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 ;

Vu le décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics modifié;

Vu le décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu le recours de SOPRODEL Sarl en date du 16 août 2011, enregistré le même jour sous le numéro 854/11 au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

Monsieur Cheikh Saad Bou SAMBE entendu en son rapport ;

Après consultation de Monsieur Abdoulaye SYLLA, Président, de MM Abd'El Kader N'DIAYE, Ndiacé DIOP et Mamadou DEME, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Adopte la présente délibération fondée sur la recevabilité du recours ;

Par lettre du 16 août 2011 enregistrée le même jour sous le numéro 854/11 au secrétariat du CRD, la société SOPRODEL a introduit un recours pour contester l'attribution provisoire des lots 3 et 4 du marché N°01/MINEL/DIREL/PNIA lancé par le Ministère de l'Elevage.

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'aux termes des articles 86 et 87 du Code des marchés publics modifié, tout candidat évincé d'une procédure d'attribution peut saisir la personne responsable dudit marché d'un recours gracieux, en invoquant une violation caractérisée de la réglementation ;

Considérant que ce recours peut porter sur la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché, les conditions de publication des avis, les règles relatives à la

participation des candidats et aux capacités et garanties exigées, le mode de passation et la procédure de sélection retenus, la conformité des documents d'appels d'offres à la réglementation, les spécifications techniques retenues, les critères d'évaluation et doit être exercé dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution, du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel d'offres ;

Considérant que la personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de cinq (5) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Qu'en l'absence de suite favorable à son recours gracieux, le requérant dispose de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de cinq jours ci-dessus indiqué pour saisir le CRD d'un recours ;

Considérant qu'il résulte des faits, qu'après la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché paru dans le journal « l'Observateur » du 3 août 2011, SOPRODEL a saisi, par lettre datée du même jour, reçue le 05 août 2011, l'autorité contractante d'un recours gracieux pour contester l'attribution provisoire des lots n°3 et 4 dudit marché ;

Considérant que ce recours étant resté sans suite, SOPRODEL Sarl a saisi le CRD, par lettre du 16 août 2011, enregistrée le même jour, pour contester l'attribution provisoire du marché susvisé à Fermon Labo ;

Considérant que ledit recours a été introduit dans les délais prescrits, qu'il convient de le déclarer recevable ;

DECIDE :

- 1) Déclare la société SOPRODEL recevable en son recours ;
- 2) Ordonne la suspension de la procédure de passation du marché susnommé jusqu'au prononcé de la décision de la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP,
- 3) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la société SOPRODEL, au Ministère de l'Elevage ainsi qu'à la DCMP, la présente décision qui sera publiée.

Le Président

Abdoulaye SYLLA